

Fonction publique : le contre-sens et le mépris du gouvernement (Communiqué du Parti Socialiste)

Au lendemain de mouvements sociaux dans les prisons, les Ehpad, la justice et à l'Université qui ont dénoncé des manques d'effectifs, le gouvernement annonce la suppression de 120.000 postes de fonctionnaires. Le Parti socialiste déplore la surdité de l'exécutif et sa réponse totalement hors-sujet aux revendications des fonctionnaires.

Ces annonces s'ajoutent à la liste, déjà longue, des mesures qui frappent les fonctionnaires depuis le début du quinquennat : gel du point d'indice, suppression des emplois aidés ; rétablissement du jour de carence ; report de la mise en œuvre du protocole PPCR ; non-compensation de la hausse de la CSG. Le Parti socialiste demande au gouvernement de mettre un terme au mépris avec lequel il traite les agents qui servent l'intérêt général au quotidien.

Si la fonction publique a besoin d'être réformée, cela ne peut pas se faire n'importe comment, ni sans respect et dialogue. Les agents ont montré depuis plusieurs années leur capacité à faire des efforts pour faire évoluer l'organisation et le fonctionnement de l'administration. Ce dont ils ont besoin aujourd'hui, c'est moins d'un plan social que d'un plan de formation pour les accompagner dans l'évolution des services à rendre à nos concitoyens.

La suppression de 120.000 postes de fonctionnaires ne manquera pas d'avoir des conséquences sur la qualité et l'accès aux services publics, notamment dans les territoires les plus défavorisés. Le gouvernement doit lever le flou et indiquer rapidement les services qui seront affectés par ces suppressions de postes.

Le Parti socialiste s'oppose à cette politique qui loin de réformer l'État affaiblit la puissance publique en la vidant de ses missions. Ce n'est pas en précarisant le statut de la fonction publique, ni en opposant les agents titulaires aux contractuels que l'on prépare l'avenir. Le service public, auquel les Français sont attachés, mérite davantage d'attention et de considération de la part du gouvernement.